

7.2. Interventions et initiatives pendantes

Ce chapitre contient les interventions parlementaires (motions et postulats) ainsi que les initiatives parlementaires et cantonales en matière fiscale qui ont été respectivement déclarées recevables ou acceptées par le Conseil concerné (postulats et initiatives parlementaires) ou par les deux Chambres (motions et initiatives cantonales) qui se trouvent **actuellement au stade soit de la (future) préparation d'un rapport ou d'un projet de loi soit au niveau des délibérations parlementaires** y relatives.

Les objets qui ont été rejetés par le Parlement ou auxquels les Chambres n'ont pas donné suite, ne sont pas mentionnés.

I Motions

04.3276 Passage à l'imposition individuelle

(Groupe radical-libéral CN, 03.06.2004)

2004, 3 novembre : le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

2005, 15 juin : le Conseil national adopte la motion – Au Conseil des Etats.

2005, 28 septembre : le Conseil des Etats adopte la motion – transmise au Conseil fédéral.

05.3299 Mesures d'urgence en vue d'un passage à l'imposition individuelle

(CN Groupe radical-libéral [porte-parole Charles Favre], 15.06.2005)

2005, 23 septembre : le Conseil fédéral propose d'accepter la motion.

2005, 7 octobre : opposition au Conseil national – discussion renvoyée.

2006, 9 mai : le Conseil national accepte la motion – Au Conseil des Etats.

2009, 10 août : le Conseil des Etats accepte la motion – transmise au Conseil fédéral.

10.4127 Pour en finir avec la discrimination des couples mariés

(CN Pirmin Bischof, 17.12.2010)

2011, 16 février : le Conseil fédéral propose d'accepter la motion.

2011, 17 juin : le Conseil national accepte la motion – au Conseil des Etats.

2015, 4 mars : le Conseil des Etats accepte la motion – transmise au Conseil fédéral.

12.3814 Mettre fin à la pénalité fiscale inhérente au pilier 3b: imposer le rendement des avoirs lors de leur retrait et non les apports

(Groupe libéral-radical CN, 26.09.2012)

2012, 14 novembre : le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

2014, 16 septembre : le Conseil national accepte la motion – au Conseil des Etats.

2018, 10 septembre : la motion est adoptée avec la modification suivante : le Conseil fédéral est chargé de soumettre au Parlement une modification de la LIFD et de la LHID qui prévoit que le rendement forfaitaire du capital sur toutes les prestations (prestations périodiques, rachat, remboursement) liées aux rentes viagères et aux assurances de rentes viagères puisse être adapté aux conditions de placement – retour au Conseil national.

2019, 12 mars : le Conseil national accepte la motion modifiée – transmise au Conseil fédéral.

2020, 3 avril : le Conseil fédéral adopte un projet destiné à la consultation visant à adapter l'imposition aux conditions de placement (cf [communiqué de presse](#)).

15.3416 Remboursement de la TVA perçue indûment sur la redevance radio et télévision

(CN Sylvia Flückiger-Bäni, 05.05.2015)

2015, 19 août : le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

2017, 4 mai : le Conseil national accepte la motion – au Conseil des Etats.

2018, 12 septembre : le Conseil des Etats accepte la motion – transmise au Conseil fédéral.

16.3044 Éliminer la pénalisation fiscale due au mariage

(CE Pirmin Bischof, 03.03.2016)

2016, 20 avril : le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

2016, 13 juin : le Conseil des Etats accepte la motion – transmise au Conseil national.

2016, 14 décembre : le Conseil National accepte la motion – transmise au Conseil fédéral.

16.3055**Harmoniser les intérêts perçus ou crédités au titre des impôts fédéraux**

(CN Matthias Samuel Jauslin, 08.03.2016)

2016, 4 mai : le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

2017, 31 mai : le Conseil national accepte la motion – au Conseil des Etats.

2018, 10 septembre : le Conseil des Etats accepte la motion avec la modification suivante : le Conseil fédéral est chargé d'harmoniser les intérêts perçus ou crédités au titre des impôts fédéraux afin que ne soient appliqués qu'un seul intérêt créditeur et un seul intérêt moratoire.

2019, 12 mars : le Conseil national accepte la motion avec la modification proposée – transmise au Conseil fédéral.

16.3431**Pas de TVA sur les prestations subventionnées**

(CER-CE, 15.06.2016)

2016, 31 août : le Conseil fédéral propose d'accepter la motion.

2016, 20 septembre : le Conseil des Etats accepte la motion – transmise au Conseil national.

2017, 8 mars : le Conseil national accepte la motion – transmise au Conseil fédéral.

17.3171**Augmentation des déductions forfaitaires de l'IFD destinée à compenser l'explosion des primes d'assurance-maladie**

(CN Jean-Pierre Grin, 16.03.2017)

2017, 10 mai : le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

2018, 6 mars : le Conseil national accepte la motion – au Conseil des Etats.

2019, 6 mars : le Conseil des Etats accepte la motion – transmise au Conseil fédéral.

17.3261**Pour un traitement fiscal concurrentiel des startups et des participations détenues par leurs collaborateurs**

(CER-CN, 03.04.2017)

2017, 17 mai : le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

2017, 14 juin : le Conseil national accepte la motion – au Conseil des Etats.

2018, 24 septembre : le Conseil des Etats accepte la motion – transmise au Conseil fédéral.

17.3371**Levée de l'obligation de signer la déclaration d'impôt**

(CE Martin Schmid, 31.05.2017)

2017, 16 août : le Conseil fédéral propose d'accepter la motion.

2017, 19 septembre : le Conseil des Etats accepte la motion – au Conseil national.

2018, 6 mars : le Conseil national accepte la motion – transmise au Conseil fédéral.

17.3631**FAIF. Charges administratives excessives pour les propriétaires de véhicules d'entreprise**

(CTT-CE, 29.08.2017)

2017, 8 novembre : le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

2017, 12 décembre : le Conseil des Etats accepte la motion – au Conseil national.

2018, 29 mai : le Conseil national accepte la motion – transmise au Conseil fédéral.

17.3657**Suppression de la différence de TVA entre associations culturelles et sportives**

(CN Pierre-André Page, 13.09.2017)

2017, 25 octobre : le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

2019, 13 mars : le Conseil national accepte la motion – au Conseil des Etats.

2019, 18 septembre : le Conseil des Etats accepte la motion – transmise au Conseil fédéral.

18.3540**Ventes en Suisse depuis l'étranger. Imposer le paiement de la TVA aux plateformes de vente en ligne**

(CE Beat Vonlanthen, 14.06.2018)

2018, 22 août : le Conseil fédéral propose d'accepter la motion.

2018, 24 septembre : le Conseil des Etats accepte la motion – au Conseil national.

2019, 13 mars : le Conseil national accepte la motion – transmise au Conseil fédéral.

II Postulats

11.3545 Impôts et rentes indépendants de l'état civil

(Groupe BD CN, 15.06.2011)

2011, 7 septembre : le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat.

2011, 30 septembre : le postulat est combattu au Conseil national et le débat est reporté.

2011, 23 décembre : le Conseil national accepte le postulat.

12.3923 Valeur locative en cas de revenu modeste

(CN Filippo Leutenegger, 28.09.2012)

2012, 21 novembre : le Conseil fédéral propose de rejeter le postulat.

2014, 2 juin : l'intervention est reprise par Madame Gössi.

2014, 16 septembre : le Conseil national accepte le postulat.

14.3005 Conséquences économiques et fiscales des différents modèles d'imposition individuelle

(CDF-CN, 30.01.2014)

2014, 30 avril : le Conseil fédéral propose de rejeter le postulat.

2014, 4 juin : le Conseil national accepte le postulat.

15.3381 Complément au rapport sur la répartition des richesses

(CER-CN, 14.04.2015)

2015, 27 mai : le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat.

2015, 24 septembre : le Conseil national accepte le postulat.

17.3359 Imposition des immeubles faisant partie de la fortune commerciale en cas de propriétaires différents

(CER-CN, 16.05.2017)

2017, 16 août : le Conseil fédéral propose de rejeter le postulat.

2017, 7 décembre : le Conseil national accepte le postulat.

2019, 29 mai : le Conseil fédéral approuve un rapport établi à la demande du Conseil national qui présente cinq solutions visant à rendre l'imposition des gains immobiliers aussi indépendante que possible de la forme juridique du propriétaire de l'immeuble. Le présent rapport satisfait au postulat [17.3359](#).

2019, 4 novembre : la CER-CN constate qu'une harmonisation de la charge dépend de différents paramètres et ne serait pas susceptible de rassembler une majorité politique.

17.4292 Alléger l'impôt sur le capital et l'impôt sur la fortune pour les PME à forte croissance

(CN Fathi Derder, 15.12.2017)

2018, 14 février : le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat.

2018, 16 mars : le postulat est combattu au Conseil national et le débat est reporté.

2019, 13 mars : le Conseil national accepte le postulat.

19.3951 Produits financiers durables. Desserrer les freins

(CEATE-CR, 27.06.2019)

2019, 28 août : le Conseil fédéral propose de rejeter le postulat.

2019, 25 septembre : le Conseil des Etats accepte le postulat.

III Initiatives parlementaires

14.470 Renforcer l'attractivité de la Suisse pour les fondations

(CE Werner Luginbühl, 09.12.2014)

2015, 3 novembre : la CAJ-CE propose de donner suite à l'initiative.

2016, 3 novembre : la CAJ-CN propose de ne pas donner suite à l'initiative.

2017, 12 septembre : le Conseil des Etats accepte l'initiative.

2017, 20 octobre : la CAJ-CN propose maintenant également de donner suite à l'initiative.

2019, 17 mai : CAJ-CE décide de faire établir une procédure de consultation par l'Office fédéral de la justice et par l'AFC.

2019, 28 novembre : la CAJ-CE ouvre une consultation sur l'avant-projet de loi fédérale pour renforcer l'attractivité de la Suisse pour les fondations et le rapport rédigé explicatif à ce sujet.

Elle durera jusqu'au 20 mars 2020.

17.400 Imposition du logement. Changement de système

(CER-CE 02.02.2017)

2017, 14 août : la CER-CN propose de donner suite à l'initiative.

2018, 20 août : la CER-CE définit les lignes directrices des modalités du changement de système en matière de valeur locative pour élaborer un avant-projet.

2019, 14 février : la CER-CE approuve un avant-projet qu'elle envoie en procédure de consultation (cf. [communiqué de presse CER-CE](#)).

2019, 29 août : la CER-CE charge l'administration d'étudier d'autres options possibles.

2019, 14 novembre : la CER-CE discute sur la base du rapport de l'AFC de la suppression de la valeur locative. Elle décide d'entrer en matière sur l'avant-projet et de demander au Conseil fédéral de prendre position.

2020, 29 janvier : le Conseil fédéral informe la CER-CE qu'il ne s'exprimera que sur un éventuel changement de système de l'imposition du logement lorsque la CER-CE lui aura soumis un projet de loi concret.

17.448 Elévation du seuil du chiffre d'affaires permettant aux associations sportives et culturelles de ne pas être assujetties à la TVA

(CN Olivier Feller, 13.06.2017)

2018, 4 septembre : la CER-CN propose de donner suite à l'initiative.

2019, 29 août : la CER-CE propose également de donner suite à l'initiative. La CER-CN doit préparer un projet dans un délai de deux ans.

17.456 Réduire sensiblement la charge fiscale grevant les participations de collaborateur re-mises par les start-up et les entreprises familiales

(CE Ruedi Noser, 15.06.2017)

2018, 18 mai : la CER-CE propose de donner suite à l'initiative.

2019, 17 mai : la CER-CN donne également suite à l'initiative. La CER-CE doit maintenant rédiger un projet de loi dans un délai de deux ans.

2019, 18 octobre : la CER-CE décide de suspendre l'initiative en attendant les résultats de la mise en œuvre de la motion [17.3261](#).

17.494 Suppression de l'impôt anticipé sur les obligations et les papiers monétaires suisses

(CER-CN, 23.10.2017)

2017, 23 octobre : la CER-CN décide d'élaborer une initiative de la Commission et lui donne suite.

2018, 20 août : la CER-CE propose de donner suite à l'initiative. Retour à la CER-CN qui aura la possibilité de suspendre l'initiative ou d'élaborer un projet.

19.429 Exonération de la taxe militaire pour les gardes suisses

(CN Jean-Luc Addor, 22.03.2019)

2019, 26 juin : la CPS-CN propose de donner suite à l'initiative.

2020, 28 janvier : la CPS-CE propose de donner suite à l'initiative. L'initiative retourne à la CPS-CN en vue de l'élaboration d'un projet de loi.

IV Initiatives cantonales

Actuellement, il n'y a pas d'initiatives cantonales acceptées par les deux Chambres et demeurant pendantes.